

SOSLHHS31h

924

(1939, 42)

A

Représentation de la S.N.C.F. à la commission permanente des stations
hydrominérales, climatiques et uvaies.

Décret du	24.3.39.	(J.O. 29.3.39.)	RAME
Décret	21. 7.42	(J.O. 22. 9.42)	
Décret	17.10.42	(J.O. 21.10.42)	
Arrêté	27.11.42	(J.O. 12.12.42)	MARQUIS

V. D. 921 : Représentation de la SNCF
au Comité d'organisation de
l'industrie du thermalisme.

Représentation de la SNCF à la Commission permanente des stations climatiques

Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du 12 Décembre 1942

Commission permanente des stations hydrominérales et climatiques.

Par arrêté du 27 novembre 1942, sont nommés membres de la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques:

M. Despres, maître des requêtes au conseil d'Etat.

M. Bresson, conseiller maître à la cour des comptes.

M. Loeper, membre de l'académie de médecine.

M. Degot, ingénieur en chef, chargé de l'arrondissement minéralogique de Clermont-Ferrand.

M. Guillerd, inspecteur général honoraire du service des eaux de la ville de Paris, membre du conseil supérieur d'hygiène publique de France.

M. Dequidt, inspecteur général des services administratifs.

M. Deprun, inspecteur général de la santé et de l'assistance.

M. Bouloumie, maire de Vittel.

M. P.-V. Léger, maire de Vichy.

M. Jean Médecin, maire de Nice.

M. Marois, directeur adjoint au service commercial de la Société nationale des chemins de fer français.

M. Defert, avocat au conseil d'Etat, secrétaire général de l'Union nationale des associations de tourisme.

M. le docteur Macé de Lepinay, président de la société d'hydrologie médicale.

M. le docteur Serane, secrétaire général de la société d'hydrologie médicale.

M. le docteur Merklen, professeur d'hydrologie et de climatologie.

M. le docteur Jacques Forestier, vice-président de la société des études thermales et climatiques.

M. le docteur Roubeau, secrétaire général de la société des études thermales et climatiques.

M. le docteur P. Aris, médecin consultant à Pau.

M. le professeur Harvier, membre de l'académie de médecine, directeur du laboratoire de clinique hydrologique de l'institut d'hydrologie et de climatologie.

M. le professeur Santenaise, directeur du laboratoire de physiologie hydrologique et climatologique de l'institut d'hydrologie et de climatologie.

M. le docteur Jules Renault, membre de l'académie de médecine.

M. le docteur Chabrol, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris.

M. Cruse, président de la chambre syndicale des eaux minérales.

M. le docteur Dufourt, médecin consultant à Vichy, membre du comité d'organisation de l'industrie du thermalisme.

M. Fabre, membre de l'académie de médecine, professeur à la faculté de pharmacie de Paris.

M. le docteur Ferreyrolles, médecin consultant à la Bourboule.

M. Gommy, président du comité d'organisation de l'hôtellerie.

M. Mollaret, administrateur du casino d'Aix-en-Provence, membre de la chambre syndicale des casinos autorisés.

M. le docteur Mothe, secrétaire général de la fédération thermale et climatique française.

M. le docteur Richard, médecin consultant à Royat.

M. Roumillac, vice-président du conseil d'administration de la compagnie fermière de l'établissement thermal de Vichy.

M. Pierre Urbain, chef de travaux à l'institut d'hydrologie et de climatologie, est nommé secrétaire de la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques.

Extrait du Journal officiel

Lois et décrets du

21 Octobre 1942

Décret n° 3097 du 17 octobre 1942 modifiant le décret n° 2125 du 21 juillet 1942 fixant la composition et réglant le fonctionnement de la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à la santé,

Vu la loi du 24 septembre 1919;

Vu la loi n° 688 du 21 juillet 1942 et notamment son article 2;

Vu le décret n° 2125 du 21 juillet 1942 fixant la composition et réglant le fonctionnement de la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques,

Décrétons:

Art. 1^{er}. — Les deux premiers alinéas de l'article 3 du décret n° 2125 du 21 juillet 1942 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes:

« Huit rapporteurs spéciaux nommés par le secrétaire d'Etat à la santé et choisis parmi les auditeurs et maîtres des requêtes au conseil d'Etat et les auditeurs et conseillers référendaires à la cour des comptes sont attachés à la commission avec voix délibérative sur les affaires qu'ils rapportent.

« Le chef ou le sous-chef du bureau de la direction de la santé auquel ressortissent les affaires soumises à la commission assiste aux séances avec voix consultative ».

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat à la santé est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 17 octobre 1942.

PH. RÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le secrétaire d'Etat à la santé,

RAYMOND GRASSET.

SECRETARIAT D'ETAT A LA SANTE

Décret n° 2125 du 21 juillet 1942 fixant la composition et réglant le fonctionnement de la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la loi du 21 septembre 1919;

Vu la loi n° 688 du 21 juillet 1942, et notamment son article 5;

Sur la proposition du secrétaire d'Etat à la santé,

D E C R E T O N S :

Art. 1er - La commission permanente des stations hydrominérales et climatiques est chargée d'étudier les questions intéressant la création et le développement de ces stations.

La commission donne son avis, notamment sur les demandes formées en vue de faire désigner des communes comme stations hydrominérales ou climatiques; sur le tarif ainsi que sur les modalités d'application de la taxe de séjour perçue dans ces stations en vertu de l'article 2 de la loi du 24 septembre 1919; sur l'emploi fait dans les diverses stations de ladite taxe et, d'une façon générale, sur toutes les questions qui lui sont soumises par le secrétaire d'Etat à la santé.

Art. 2 - La commission des stations hydrominérales et climatiques est composée des membres suivants :

Membres de droit :

Le Président du comité d'organisation de l'industrie du thermalisme, président.

Le directeur et le directeur adjoint de la santé, le sous-directeur, chef des services de l'assistance.

Le directeur de l'administration départementale et communale au ministère de l'intérieur.

Le directeur de la sûreté nationale au ministère de l'intérieur.

Un représentant du ministre des finances.

Le délégué général, chef des services du tourisme.

Le directeur des mines ou son représentant.

Le secrétaire général de l'institut d'hydrologie et de climatologie.

Le professeur d'hydrologie et de climatologie de la faculté de médecine de Paris.

Trante-deux membres nommés par arrêté :

Un membre du Conseil d'Etat.
Un membre de la Cour des Comptes.
Un membre de l'académie de médecine.
Un ingénieur en chef des mines.
Un membre du conseil supérieur d'hygiène publique de France.
Un inspecteur général des services administratifs.
Un inspecteur général de la santé et de l'assistance.
Deux maires des communes sièges de stations hydrominérales.
Deux maires des communes sièges de stations climatiques.
Un représentant des administrations des chemins de fer.
Un représentant des associations de tourisme.
Huit médecins hydrologues ou climatologues désignés :
Trois par la société d'hydrologie médicale.
Trois par l'association des médecins des stations thermales et climatiques.
Deux par l'institut d'hydrologie et de climatologie.
Un membre du conseil supérieur de l'assistance de France.
Dix membres désignés par mi les personnalités compétentes en thermalisme ou ayant qualité pour représenter les intérêts économiques des stations.

Les membres de la commission autres que les membres de droit sont nommés pour trois ans.

Art. 3 - Huit rapporteurs spéciaux, nommés par le secrétaire d'Etat à la santé et choisis parmi les auditeurs et maîtres des requêtes au conseil d'Etat et les auditeurs et conseillers référendaires à la cour des comptes, sont attachés avec voix consultative à la commission.

Le chef ou le sous-chef du bureau de la direction de la santé auquel ressortissent les affaires soumises à la commission assiste aux séances avec voix délibérative.

Un secrétaire, nommé par le ministre, tient les procès-verbaux des séances.

Deux vice-présidents sont nommés annuellement par le secrétaire d'Etat.

Art. 4 - La commission se réunit sur convocation du président. La présence de quinze membres au moins est nécessaire à la validité des délibérations.

Art. 5 - Le secrétaire d'Etat à la santé est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 21 juillet 1942,

Ph. PETAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le secrétaire d'Etat à la santé,

Raymond GRASSET.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL DU 29 MARS 1939

LOIS ET DECRETS (P. 4079)

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

DECRET nommant un membre de la commission permanente des stations hydrominérales, climatiques et uvaies.

**Commission permanente des stations
hydrominérales, climatiques et uvaies.**

Par décret en date du 24 mars 1939, M. Ramé, chef de la division du trafic voyageurs de la Société nationale des chemins de fer français, est nommé membre de la commission permanente des stations hydrominérales, climatiques et uvaies, en remplacement de M. Dargnies, admis à faire valoir ses droits à la retraite.